

VENCOREX - STOP À LA CASSE INDUSTRIELLE Rassemblement Mercredi 5 février vers 10 h à Jarrie (p 3)

Editorial

Bayrou sur la voie de l'extrême droite

En utilisant le champ lexical et idéologique de l'extrême droite pour parler de l'immigration, François Bayrou a montré sa vraie nature. La France serait menacée de « submersion migratoire ! ». Le chef du gouvernement n'a pas dérapé. Il porte une vision réactionnaire de la France et de la société parfaitement adaptable aux desiderata du RN. Il était, entre autres, contre le Pacs et le mariage pour tous, contre la création d'un délit d'entrave à l'IVG. Sans oublier son opposition à la loi Gaysot faisant du racisme un délit.

Le Rassemblement national a applaudi. Comment aurait-il pu en être autrement, au moment où le Premier ministre reprend les mêmes mots et les accents de l'extrême droite ? La submersion migratoire, pourtant, n'existe nulle part ailleurs dans le pays que dans les cerveaux étriqués. Au classement des pays d'accueil dans l'Union européenne (UE), la France se classe à la 21^e position. En tout, selon l'Insee, les personnes immigrées sont 7 millions si on y inclut celles qui ont acquis la nationalité française. Enfin, il entre chaque année sur le territoire environ 187 000 personnes de plus qu'il n'en sort, un chiffre stable sur les dernières années. Rapportées aux 68 millions du pays, ces statistiques montrent l'inexactitude du raisonnement de François Bayrou. Mais voulait-il seulement l'être ?

Il serait tentant d'y voir, de la part de François Bayrou le énième écran de fumée d'un pouvoir en difficulté. Une tentative de diversion, à l'heure où le gouvernement fait passer l'un des budgets les plus austéritaire des dernières décennies. L'analyse est plaisante mais complètement erronée. La sortie du Premier ministre n'est ni un dérapage ni une diversion. C'est la suite d'un long chemin, sur lequel il marche depuis longtemps, et le

Président de la République avec lui. Un chemin facile, qui offre un accès rapide aux antennes, l'assentiment des éditorialistes et une illusoire popularité mensongère. Peut-être même le maintien au pouvoir, avec la complicité d'un RN qui n'en demandait pas tant.

Pierre Trapier

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Dangers !!!
- p.3 Actualités
- p.4 Situation internationale
- p.5 Société
- p.6 Évènements PCF



Intervention de R FARESSSE pour PCF lors du rassemblement du 1er février à Montélimar qui a rassemblé plus de 800 personnes pour dénoncer la présence de Bardella ce jour au palais des congrès à Montélimar.

Ce qui nous rassemble, une nouvelle fois, c'est évidemment notre refus commun de voir l'extrême droite s'approcher du pouvoir élections après élections. C'est bien sûr un devoir que nous remplissons pour certains des plus anciens d'entre nous depuis près de 30 ans... Mais, force est de constater que nos condamnations morales ne suffisent plus à endiguer la montée des thèses de Le PEN, Bardella et consorts. Thèses qui commencent, comme dans les années sombres, à intéresser les milieux patronaux : en effet, désigner l'immigré comme source des difficultés, ça évite la lutte des classes et c'est bon pour les profits.



Alors, si nous voulons stopper cette ascension du RN, il va falloir travailler à des propositions unifiantes pour les salariés qui ne viennent plus aux bureaux de vote... Il va falloir être plus constants et nombreux dans les actions revendicatives, pour la défense et l'amélioration des services publics. Seule la mobilisation dans la continuité pour des avancées sociales nous évitera de nous retrouver encore pour déplorer la montée du racisme, du camp de la haine.

Par exemple, menons rapidement le combat pour une protection santé 100 % sécu, pour une fiscalité juste qui n'épargne pas les plus nantis.

Bref, pour plus de Fraternité !

R. Faresse

Section de Romans / Bourg-de-Péages
31 rue St-Nicolas - 26100 ROMANS sur ISÈRE
pcf.romans@orange.fr



LA MAIRE DE ROMANS OÙ LA SUBMERSION PAR L'EXTRÊME-DROITE

À en juger par ses récentes déclarations sur CNews, la Maire de Romans est manifestement victime de submersion, mais par l'extrême-droite, dont elle reprend tout le vocabulaire. Sans surprise, ses cibles sont les immigrés, les travailleurs sans papiers et les chômeurs.

Concernant les attaques au couteau, il ne suffit pas de répéter des propos discriminatoires confinant au racisme sur le lien fantasmagorique entre culture, islam et agressions pour que ceux-ci deviennent des vérités. Le Parti Communiste Français attend avec impatience les études sociologiques qui viendraient étayer ces propos.

De même, le supposé raz-de-marée migratoire qui expliquerait l'exacerbation de la violence dans certains quartiers n'est pas le fait majoritairement d'immigrants illégaux. C'est malheureusement le symptôme d'un mal qui ronge la société française. Et pour le régler, il y a mieux à faire que d'aller discourir sur des plateaux télé parisiens : par exemple, utiliser les moyens de police judiciaire du maire, comme le Groupe local de Traitement de la Délinquance ou le Conseil des Droits et Devoirs des familles.

Pour faire bonne mesure, la Maire de Romans se prononce contre la régularisations des travailleurs sans papiers qui constituent pourtant la chair à patrons de l'économie française. Et sans surprise, elle propose d'intensifier la chasse aux chômeurs, toujours susceptibles de ne pas vouloir retourner à l'emploi, oubliant que les privés d'emploi d'Indexia, de Clergerie ou de la saline d'Hauterives sont les premières victimes d'un capitalisme débridé.

Ces propos stigmatisent une fois de plus une partie de la population de Romans, toujours les plus modestes. Ils sont les débris flottants du naufrage de celle qui prétendait naguère faire de la politique autrement et qui sombre aujourd'hui dans le flot des idées les plus nauséabondes.

Le Parti Communiste appelle les Romanaises et les Romanais à ne pas se laisser tromper par le pseudo-discours de vérité de la Maire : en multipliant les appels du pied à l'extrême-droite et à son représentant local, elle ouvre la campagne des municipales et poursuit sa politique de casse et donc de classe contre les intérêts populaires.

VENCOREX - On n'a pas encore stoppé les casseurs de l'industrie chimique mais on est là !

Les ministres Ferracci et Lombard se murent dans une inaction inouïe, refusant la nationalisation provisoire, laissant la charge de la reconversion/décontamination des sites aux collectivités locales.

Ils laissent les mains libres aux dirigeants des firmes chimiques, Vencorex et Arkema, pour engager les licenciements et la destruction de l'industrie chimique en Rhône-Alpes.

Un siècle et demi d'accumulation de savoirs faire, de capital (la valeur des installations se chiffre en milliards d'euros), d'innovations technologiques, des procédés industriels performants, des filières de productions utiles et indispensables aux besoins de la société française et européenne, des productions stratégiques pour la production d'énergie électrique, pour la défense du pays, adaptés aux contraintes environnementales et aux exigences de sûreté Françaises et Européennes, des centres de recherche... 6 000 emplois hautement qualifiés, des compétences professionnelles multiples (génie chimique, mécanique, électronique, informatique, logistique...), tout cela serait détruit en quelques années et le gouvernement Bayrou laisse faire !

Lorsque les usines seront fermées, les spéculateurs immobiliers ne spéculeront même pas sur ces terrains en friches, il y aura d'immenses espaces interdits d'accès.

À Hauterives, pour ne pas risquer des effondrements de cavités, il faudra continuer l'extraction de saumure. Pendant combien de temps, pour en faire quoi, pour la transporter où ? Secret d'état ou inconséquence de l'administration de Mr Macron ? C'est un sel très pur, qualifié pour les besoins du site ARKEMA de Jarrie, en particulier pour la fabrication du carburant de la fusée Ariane et des fusées stratégiques de la dissuasion nucléaire française, mais ARKEMA prétend devoir acheter du sel en Pologne, transitant par l'Allemagne. Sous Trump imperator, la capacité de raisonnement des dirigeants d'obédience libérale tend vers l'indigence intellectuelle libertarienne.

À Pont-de-Claix, la reconversion du site de 121 ha, sans la production de chlore, c'est prendre en charge les coûts énormes du démantèlement des installations et de dépollution des sols.

Idem à Jarrie, avec en prime le contrôle et la maîtrise des écoulements des eaux de la nappe phréatique située sous le site, polluée par les dérivés chlorés des productions successives depuis presque 150 ans. L'activité du site garantit le non-débordement vers la nappe de Pont-de-Claix grâce aux pompages des eaux de process et leur rejet en surface après traitement. Après, on installera quelques Shadocks pilotés par IA pour éviter que l'alimentation en eau potable de l'agglomération grenobloise ne soit rendue impropre à la consommation.

Ces ministres prétendent « aider » à trouver des solutions industrielles de remplacement sans même avoir la moindre perspective à proposer. Et pour cause, la gestion de l'industrie en France et en Europe est laissée au « Marché » par les idéologues libéraux, des dirigeants actionnaires, les « 1^{er} de cordée » !

Même les chantres du capitalisme et du néolibéralisme sont inquiets. Leurs journalistes (Le Figaro, Le Monde, Les Echos...) annoncent un désastre industriel. Il n'y a guère que les journalistes « de cour » qui s'abstiennent, à l'image des politiciens de l'extrême centre et de l'extrême droite.

On va délocaliser les usines vers des territoires peu regardant quant aux droits des travailleurs, leurs conditions de travail, de vie et la protection de l'environnement.

Et si en France on a encore besoin de Chlore pour des usines non encore arrêtées, on le transportera sur les routes. Liquide ou gazeux, le Chlore, c'est aussi le gaz qui a asphyxié des millions d'hommes dans les tranchées.

L'absence de vision stratégique des gouvernements qui se succèdent depuis une trentaine d'années dans notre pays (les trente glorieuses du néo-libéralisme !) laisse la main à ce type de dirigeants au service du capital financier, ce qui conduit à la perte de contrôle de pans entiers des outils industriels du pays.

Les licenciements chez VENCOREX à Pont-de-Claix et à Hauterives et chez ARKEMA vont débiter. La ligne de production du combustible nucléaire est maintenue par un approvisionnement de la fonderie d'Ugine en éponge de zirconium vendue par les 2 entreprises concurrentes étasuniennes, et les salariés de FRAMATOME, à Jarrie pourraient être mis au chômage technique dès le mois de mars. Les salariés des autres entreprises sur les 2 sites seront très vite dans la même situation.

À quelques dizaines de km plus à l'ouest, ce seront les travailleurs de Roussillon et de la chimie du sud de Lyon qui seront touchés, car toutes les productions sont maillées entre elles.

Il faut élargir la contestation de cette politique. Le prochain rendez-vous pour organiser la suite de cette lutte se tiendra Mercredi 5 février - 10 h - à Jarrie.

**Christian Chevalier
3 février 2025**

L'Amérique de Trump, l'Amérique du Mexique, contraste...

Avec Trump, c'est le monde de l'entreprise capitaliste qui gouverne (comme toujours) aux USA, mais sans intermédiaire politique et ce monde-là est manifestement sans culture...

Que penser de ses revendications sur le Canada, Panama et le Groenland alors que tous ces territoires sont déjà clairement et largement contrôlés par des alliés que, par exemple, les USA ont déjà une importante base militaire au Groenland... Que penser de ses menaces concernant la taxation d'importations sur lesquelles repose le fonctionnement de l'industrie américaine ?

Tous ces milliardaires, ce possible trillionnaire Musk et cie ont une vision raccourcie à la hauteur de celle du profit maximum et immédiat qui voudrait ne pas tenir compte du reste du monde...

En menaçant les émigrés qui font vivre l'économie américaine et aussi tous les autres peuples, y compris les états qui sont supposés être ses alliés, Trump est en train de dresser un portrait de son pays tellement peu reluisant que d'un coup l'attitude de certains de nos médias dominants a changé et que la volonté de la superpuissance américaine en déclin de maintenir à tout prix son hégémonie, ce qu'il était impensable de dénoncer auparavant sans se faire traiter de complotiste, y est maintenant dénoncée ouvertement.

De là, pour ces commentateurs et leurs mandants, à envisager de se détacher de l'ombre américaine, il y a certes un grand pas... Mais un tel retournement si rapide est significatif.

Le « rêve américain » perdrait-il de sa puissance ? Les excès du nouveau président américain et de ses acolytes, ne risqueraient-ils pas de développer l'hostilité envers les États-Unis de ceux qui béaient devant ?

Trump dit vouloir régenter le monde, mais ses affirmations sont largement infirmées par une conjoncture mondiale qui montre le contraire. L'extension de la puissance américaine au travers de l'OTAN et de la guerre en Ukraine est aujourd'hui en panne, la Chine avance et de plus en plus de pays montrent la volonté de reconquérir leur souveraineté et de s'affranchir du dollar... En bref, depuis 4 ans, le monde a changé et l'hégémonie américaine est de plus en plus remise en cause. Le rêve trumpien pourrait bien se heurter à la réalité du monde et, qui sait, accélérer la chute de la domination US.

En envoyant l'armée à la frontière Sud d'avec le Mexique, tout en menaçant aussi ce pays de possibles interventions militaires, il montre la volonté d'agir contre l'Amérique Latine, de le ramener dans sa chasse gardée...

Mais l'Amérique latine, au-delà de ses affidés, péruviens, argentins... ne va pas se laisser faire.

Pendant ce temps-là au Mexique, Claudia Sheinbaum, la présidente mexicaine, élue avec une majorité de 60 % le 2 juin 2024, a pris la suite de son prédécesseur Andrés Manuel López Obrador. Elle jouit d'une majorité écrasante dans les deux chambres du Congrès.

Elle dresse un bilan du travail réalisé pour moderniser la santé et élargir le réseau de soins dans son pays, pour développer l'éducation, notamment universitaire, augmenter le salaire moyen, améliorer la souveraineté alimentaire, abaisser l'âge de la retraite des femmes de 65 à 60 ans, développer le logement social, l'accès à l'eau, les transports, reconnaître la propriété publique de la compagnie pétrolière Pemex et de la Commission fédérale de l'électricité du Mexique, reconnaître les droits des peuples autochtones etc... S'attaquer résolument aux problèmes de corruption, d'insécurité de violence.

Elle rappelle que le Mexique est le principal partenaire commercial des États-Unis, qu'il envoie 80 % de ses exportations aux États-Unis, tandis que ces derniers livrent 16 % de leurs propres exportations au Mexique et que les Mexicains émigrés aux USA envoient 20 % de leurs gains dans leur pays et contribuent pour le reste à l'économie américaine.

Évoquant les difficultés rencontrées dans son pays, dette publique, déficit budgétaire, elle a souligné « Nous ne reviendrons pas au modèle néolibéral ; Nous ne reviendrons pas au régime de la corruption et des privilèges, nous ne laisserons pas revenir la décadence du passé, où nous avons gouverné pour quelques-uns. Nous allons continuer avec... la maxime « Pour le bien de tous, [mais] d'abord pour les pauvres » ».

Bref, il reste tout ou presque tout à faire au Mexique, puisque les bénéficiaires des multimillionnaires ne sont toujours pas touchés en l'absence de réforme fiscale, mais un nouveau vent souffle actuellement sur ce grand pays de l'Amérique centrale qui contraste singulièrement avec celui de Trump.

Nicole Grenier Mérico

Privilégiés et couteux les retraités ?

Le droit à la retraite est attaqué. L'âge est passé de 60 à 62 puis dernièrement à 64 ans avec Macron malgré une opposition largement majoritaire de la population. Le patronat fait coup double en se débarrassant de nombreux salariés de plus de 55 ans qui sont généralement ceux dont les salaires sont les moins bas dans l'entreprise et qui auront des pensions moindres en raison du manque accru de trimestres travaillés. Les femmes sont plus durement touchées par ces politiques. La masse salariale et les cotisations patronales restant basses, les dividendes peuvent ainsi continuer à grimper.

Cependant, le nombre de retraités, hommes et femmes, ne cesse de croître, et l'espérance de vie progresse aussi, plutôt faiblement. Le besoin de financement augmente inexorablement. Sommes-nous dans une totale dichotomie entre une économie de moins en moins capable de financer les retraites et le maintien du droit à une retraite de haut niveau, si possible dès 60 ans ?

N'entend-on pas Bernard Arnaud et autres grands patrons, comme celui de Michelin, se plaindre de l'excès de taxes, d'impôts et charges sociales en France ? Ce discours est largement relayé par les médias, eux-mêmes détenus par ces mêmes patrons. Personne ne pleure sur leur sort, tout le monde sait que la plupart de ces grands patrons sont hyper riches, mais nombre de salariés redoutent la menace, pour ne pas dire le chantage, qui pèse sur leurs emplois. Certes, les cotisations sociales sont plus élevées en France qu'aux USA, mais nous allouons collectivement une part bien faible de notre richesse nationale (le PIB) que les Américains aux dépenses de santé et de retraite. Elles sont couvertes, chez eux, par des assurances privées, avec de piètres résultats comparés à la France. Dans un tel contexte, on se demande sur quoi peut aboutir « le conclave » de la réforme des retraites, à moins d'un miracle, on ne s'attend pas à une issue très positive.

Retraité depuis 10 ans, serais-je donc un fardeau accroché à ses droits aux dépens d'une société en souffrance ? À en croire le discours dominant, je devrais me considérer comme responsable de la situation. Eh bien non, même pas honte, la malhonnêteté n'est pas dans le camp des retraités, mais bel et bien dans celui des capitalistes. Durant ma carrière à EDF-GDF, j'ai construit des réseaux gaz, raccordé des branchements, posé des comptages électricité et gaz. Engie et Grdf ont décidé de porter à 100 ans la durée d'exploitation des installations gaz, y compris celles que j'ai réalisées. De la sorte, mon travail participe aujourd'hui, et pour longtemps encore, à la vente très lucrative d'électricité et de gaz, même quand je ne serai plus là, ça continuera. C'est pour cette même raison, qu'auparavant, le régime particulier d'EDF-GDF ne nous considérait pas comme des retraités, mais comme des agents en inactivité de service (mobilisables si nécessaire) rémunérés sur le compte d'exploitation au même titre que les actifs. Et pour les abonnés à cette époque, le kWh était bien moins cher. Malicieusement, je pourrais prétendre rapporter plus d'argent qu'un ou une salariée de 5 ou 10 ans d'ancienneté, mais cela serait malhonnête car elle et il travaillent tous les jours dès 8 h, interviennent et réparent à tout moment, y compris des fuites que j'aurais pu laisser.

Cet exemple est multiplicable à l'infini, ou presque. Tous les bâtisseurs savent que leur travail passé continu à rapporter beaucoup d'argent aujourd'hui. Seulement, voilà, les gros actionnaires, qui n'ont jamais rien construit (à part des fortunes), captent toujours plus de profits aux dépens des salariés, des retraités et du salaire socialisé. N'en déplaise aux pleureuses de la droite et du patronat, le déséquilibre est bien là : un CAC40 suralimenté, des milliardaires plus nombreux et plus riches.

Toutes les richesses et les fortunes accumulées ne devraient-elles pas en premier lieu être utiles à la société, au travers des investissements productifs, de la recherche, de la formation et de l'emploi ? Nous sommes nombreux en être convaincus, seule cette politique saine et vertueuse peut créer les conditions d'une croissance solide permettant d'envisager la préservation et l'amélioration du système social à la Française tout en assurant la santé de notre économie.

Jean-Luc Fargier

*« Ceux-là seulement sont des hommes, qui arrachent les chaînes du corps
et de la raison de leur prochain... »*

Maxime Gorki - La Mère



Jean Quétier vient présenter son livre : « De l'utilité du parti politique »

Samedi 8 février 2025 à 14h salle de la Maison de la Vie Associative de Valence, (ex-collège Bachelard), 74 route de Montélier, 26000 Valence.

À l'invitation de la Fédération du PCF de la Drôme, en partenariat avec les Amis de la librairie Notre Temps.

Jean Quétier est un jeune universitaire. Il est agrégé et docteur en philosophie de l'Université de Strasbourg. Il vient de publier, fin 2024, un ouvrage intéressant chez P.U.F. : « De l'utilité du parti politique ».

Dans ce livre, l'auteur développe son analyse : la forme « parti » est tombée depuis plusieurs années dans un discrédit quasi-général. La gauche est loin d'y échapper, alors même que le parti a longtemps constitué la forme d'action privilégiée du mouvement ouvrier.

Trois causes semblent pouvoir expliquer ce phénomène :

- L'occultation de l'apport historique de cette forme d'organisation,
- L'écho rencontré par les critiques, anciennes comme nouvelles, de la forme « parti »,
- La faiblesse des tentatives visant à réinventer la forme « parti » pour lui permettre de surmonter les écueils réels auxquels elle a été confrontée au cours de son histoire.

On se souvient de la définition de J-L Mélenchon définissant LFI comme une nébuleuse « gazeuse ». À l'expérience, les tentatives de dépassement des partis politiques ont toutes renforcé l'organisation pyramidale de ces structures, la centralisation des décisions dans la main d'un noyau dirigeant central et une vie démocratique corsetée.

En se plaçant à contre-courant des discours présentant le parti comme une forme d'organisation irrémédiablement périmée, cet essai entend prendre précisément la mesure de ces trois enjeux.

Il ne s'agit pas de proposer une réhabilitation sans nuance du phénomène partisan tel qu'il a existé par le passé, mais bien plutôt d'identifier ce qui a fait la force des partis de la classe ouvrière, sans dissimuler les limites, et même les impasses qui ont été les leurs, et de penser cette forme d'organisation à l'aune des exigences nouvelles de notre époque.

Tous les militants et citoyens impliqués dans l'action pour changer notre société sont cordialement invités à venir dialoguer avec l'auteur et poursuivre la réflexion collective sur un sujet brûlant d'actualité.

Cela se déroulera de 14 h à 17 h. En clôture, on pourra se procurer son ouvrage au prix de 18 €.

Le livre est aussi en vente à la librairie Notre Temps, 30 Grande Rue - 26000 Valence.

NB : Pour anticiper le 8 février et commencer à y réfléchir, cette interview de Jean Quétier dans « Cause Commune » : https://www.causecommune-larevue.fr/marx_et_le_parti_des_communistes

SOUTIEN au PEUPLE PALESTINIEN - Vendredi 7 février



18 h 30 - BEUVOISIN - Salle Suzanne et Louis Borel
avec **Pierre Trapier - Responsable National de l'AFPS**

Repas lasagnes 15 €

au profit du **Secours Populaire Français** en faveur
des enfants Palestiniens **réservation 06 86 89 67 94**

Parti communiste Français RÉSISTER au présent

Notre camarade, Henri Davidson, s'est éteint ce matin. Depuis peu, installé dans la Drôme avec son épouse Mireille à Buis-les-Baronnies, il a été un militant acharné jusqu'au bout.

Ses obsèques auront lieu mercredi matin 5 février, salle mortuaire de Buis, quartier de Lapalun et au cimetière à 10 h 30 route de la Savoillane.